

中国

Le ralentissement économique de la Chine et ses conséquences

Actes du colloque annuel du CÉRIUM
janvier 2020

Invité d'honneur :
Jean-Philippe Béja
Sciences Po Paris

CENTRE D'ÉTUDES
ET DE RECHERCHES
INTERNATIONALES



Université
de Montréal

Relations
internationales
et Francophonie

Québec



PROGRAMME

Discours d'ouverture : Frédéric Mérand, directeur scientifique du CÉRIUM

Panel 1: Diplomatie internationale chinoise et positionnement du Québec et du Canada

- *Les nouvelles routes de la soie : incertitudes, réticentes et résistances*, Éric Mottet, professeur de géopolitique à l'Université du Québec à Montréal et codirecteur de l'Observatoire de l'Asie de l'Est
- *La mer de Chine méridionale et la grande stratégie chinoise*, Lin Ting-Sheng, professeur de science politique à l'Université du Québec à Montréal et directeur de l'Observatoire de l'Asie de l'Est
- *Relations Canada-Chine : le monde se transforme et le Canada doit s'adapter*, Pascale Massot, professeure de science politique à l'Université d'Ottawa

Panel 2: Guerre commerciale et stratégies d'investissements en Chine et dans la région

- *Canada : coincé entre deux rochers géants*, Ari Van Assche, professeur à HEC Montréal
- *La stratégie d'investissement en Chine à l'heure de la « nouvelle normalité économique »*, Zhan Su, professeur de gestion, Université Laval

Panel 3: Politiques internes et débat idéologiques en cours

- *Les tensions internes au Parti communiste chinois*, Alex Payette, Ph.D. en science politique de l'Université d'Ottawa et pdg du Groupe CERCIUS
- *La vie intellectuelle chinoise sous Xi Jinping*, David Ownby, professeur d'histoire à l'Université de Montréal

Conférence de clôture

- *La Chine de Xi Jinping ou le fascisme high-tech*, Jean-Philippe Béja, directeur de recherche émérite au CNRS et au CERI Sciences-Po Paris

Discours d'ouverture
Par Frédéric Mérand

La Chine communiste connaît aujourd'hui une croissance économique lente. Or, après les réformes, l'économie chinoise a décollé de manière record. Le contraste est particulièrement frappant. En 1970-1980, la Chine n'est même pas au 10^e rang dans l'économie mondiale. Aujourd'hui, elle dépasse les grandes économies occidentales comme le Canada, la France et le Royaume-Uni. Affichant des taux de croissance frôlant régulièrement les 10% par an depuis 1990, elle devrait connaître un taux de près de 6% en 2020. Si la Chine ralentit, c'est parce qu'elle entame une métamorphose économique qui conduira à un développement plus mature.

Comme son titre l'indique, le colloque du CÉRIUM cherche à expliquer le ralentissement économique de la Chine et ses conséquences. Plus précisément, les spécialistes invités cherchent à répondre aux questions suivantes : quelles sont les conséquences économiques, politiques, sociales et stratégiques d'une Chine qui n'avance plus à un rythme aussi effréné? Et quelles seront les opportunités, mais également les risques? Pour ce faire, nous ferons d'abord un retour sur la Chine du point de vue de ses relations internationales. Nous nous pencherons ensuite sur son contexte économique. Nous mettrons l'accent sur l'impact de la guerre commerciale sur le géant industriel chinois et nous porterons notre attention sur les activités d'investissements en Chine. Cela conclura notre analyse abordant la Chine à partir d'une perspective extérieure. Nous nous dirigerons ensuite vers l'épicentre politique de la Chine, Pékin. Nous discuterons alors du monopole du parti communiste. En clair, nous examinerons les nouvelles stratégies de surveillance des masses.

Premier panel : Diplomatie internationale chinoise et positionnement du Québec et du Canada

Président de séance : Carl Déry

Le premier panel fait le point sur les politiques extérieures de la Chine. À ce propos, la politique étrangère chinoise semble avoir pris un nouveau virage : elle est plus globale. Et cette stratégie politique globale bouscule l'ordre mondial.

Les nouvelles routes de la soie : incertitudes, réticences et résistances

Par Éric Mottet

Cette présentation couvre le nouveau projet mondial asseyant la Chine comme un acteur majeur au niveau international. L'analyse est divisée en deux parties. La première aborde les détails du projet des nouvelles routes de la soie. La seconde se penche sur les résistances face à ce projet, dévoilé en septembre 2013 au Kazakhstan. Si quelques éléments de ces nouvelles routes se sont concrétisés, l'essentiel du projet n'existe pour l'instant que sur papier. Il s'agit d'un projet évolutif qui devrait se terminer en 2049.

L'objectif est de permettre à la Chine d'offrir des débouchés à ses entreprises chinoises, de faire absorber par les partenaires les surcapacités industrielles et de mettre en place des normes favorables à la Chine sur la scène internationale. C'est un assemblage complexe qui se décline en six dimensions. Il propose ainsi (i) un volet terrestre, ferroviaire et routier; (ii) un volet maritime, avec la promotion de deux axes, Chine-Malacca-Suez et la Route maritime du Nord; (iii) une coopération économique renforcée; (iv) une coopération énergétique; (v)

une coopération digitale et numérique; (vi) une coopération visant à renforcer les liens entre les populations.

En premier lieu, le projet comporte une composante terrestre importante. Les nouvelles routes de la soie constituent un chantier titanesque, engagé dans la construction de six corridors, soit Chine-Mongolie-Russie, Chine-Asie centrale-Russie-Europe, Chine-Asie centrale-Iran-Turquie, Chine-Pakistan, Chine-Birmanie-Bangladesh et Chine-Singapour. Le corridor Chine-Indochine via le Laos est en construction. Deuxièmement, une voie maritime devrait connecter la Chine à la Méditerranée via le canal de Suez. Une route maritime devrait aussi connecter la Chine à l'Arctique. Par contre, cette région est grandement maîtrisée par la Russie. Troisièmement, le projet comprend une coordination économique et une intégration douanière et financière. S'ajoute à cela une coopération énergétique devant passer par la construction d'infrastructures de transport comme les oléoducs et les gazoducs, et de production telles que les barrages et les centrales nucléaires.

Un des aspects de la nouvelle route de la soie inclut des voies de communication numériques comprenant le déploiement de réseaux de fibre optique, de télécommunication de cinquième génération (5G), de centres de données numériques et de câbles sous-marins. Les routes digitales inquiètent les Européens puisqu'elles pourraient prendre le pas sur les installations existantes facilitant les échanges. Auquel cas, l'Europe pourrait devenir dépendante du savoir-faire chinois. Bruxelles s'inquiète aussi de la gouvernance de Beijing de ces nouvelles routes, en se méfiant notamment des activités d'espionnage. Plus largement, ce projet inclut aussi le développement du

commerce électronique (cybercommerce), l'adoption de nouveaux moyens de paiement électroniques (e-paiement) et le déploiement de satellites. En clair, une coopération visant à renforcer les liens entre les populations, passant par une coopération en enseignement, en santé, en tourisme et en culture.

La Chine appuie son projet avec des fonds importants. Certains estiment que 26 milliards de dollars seront nécessaires pour assumer les coûts des projets d'infrastructure d'ici 2030. Cependant, les investissements ont ralenti depuis 2016-2017, bien avant la guerre commerciale avec les États-Unis. Les capacités chinoises de financement soulèvent des questions. C'est pourquoi la Chine tente d'inclure dans le projet des banques privées occidentales, mais cette initiative a jusqu'à ce jour eu peu de succès.

La réussite des routes de la soie dépend aussi de facteurs qui dépassent le domaine de l'économie. En effet, le succès de l'initiative dépend tout autant de la sécurité dans les pays traversés par les nouvelles routes. Certains experts postulent que les risques de terrorisme et de piraterie seraient trop élevés pour envisager une présence chinoise suffisante. Cette tension est notamment illustrée par le cas de la Birmanie, où la Chine pourrait envisager l'envoi de l'armée pour sécuriser les chantiers. Beijing a d'ailleurs déjà inauguré sa première base militaire à Djibouti.

Enfin, de nombreux États se retrouvent surendettés vis-à-vis de la Chine. C'est le cas du Sri Lanka, qui s'est vu contraint de signer un partenariat pour 99 ans. Au Laos, le coût d'une ligne ferroviaire correspond à presque la moitié du PIB du pays. Les pays peu développés, aux besoins monumentaux, y trouvent leur intérêt. Seule la puissance économique et financière chinoise est capable de mobiliser et d'investir des dizaines de milliers de dollars dans des délais aussi

courts. Si les contrats impliquent habituellement des conditions strictes concernant la gestion des projets, Beijing semble cependant abaisser ses barrières pour une coopération davantage bénéfique. C'est le cas de la Malaisie, qui a en outre exigé que 50% des employés soient des ouvriers malaisiens. D'autant plus que le projet reste très critiqué, surtout dans les pays occidentaux.

La mer de Chine méridionale et la grande stratégie chinoise

Par Tin-Cheng Lin

La mer de Chine méridionale fait l'objet de revendications de souveraineté concurrentes par les pays côtiers comptant la Chine, le Vietnam, l'Indonésie et les Philippines. Certains experts soutiennent que les intérêts de la Chine en mer méridionale seraient l'acquisition de ressources naturelles et la maîtrise d'une position stratégique dans un lieu de transit vital pour le commerce international. D'autres affirment que les revendications seraient motivées par un désir, gonflé par des passions nationalistes, de faire rayonner la Chine.

Or, les activités chinoises d'exploitation en mer méridionale n'ont pas avancé tandis qu'elles se déploient pourtant dans d'autres régions. De plus, la Chine dispose déjà d'une présence militaire dans le détroit de Malacca, autre point chaud où elle pourrait bloquer l'accès à d'autres pays et de ce fait, bénéficier d'une marge de manœuvre à une éventuelle table des négociations. Qui plus est, il n'existe pas de preuves appuyant l'argument nationaliste. Cependant, en mettant l'accent sur les enjeux de contrôle indirect, ces explications ne suffisent pas à expliquer les intérêts fondamentaux de la Chine en mer méridionale.

Depuis plusieurs années, la Chine militarise ouvertement des îlots en mer méridionale avec la construction d'installations militaires, dont des pistes d'atterrissage. Dans la partie sud de ces îles se trouve également une base militaire accueillant jusqu'à 6 sous-marins nucléaires, les États-Unis en possédant 14, la France qu'un seul. La stratégie derrière la transparence de ce renforcement des capacités maritimes est celle d'une défense qui se veut dissuasive. Dans le même ordre d'idées, la constitution par Pékin d'une marine modernisée est un outil de projection nécessaire en cas de confrontation. De manière plus importante, les eaux adjacentes aux îles qui sont construites permettent de dissimuler les activités du regard des satellites ennemis, ce qui pourrait éventuellement nuire aux opérations militaires américaines dans cette région litigieuse. C'est ce qui pousse les autorités chinoises à vouloir à tout prix contrôler les eaux de la mer de Chine méridionale.

Relations Canada-Chine : le monde se transforme et le Canada doit s'adapter

Par Pascale Massot

Les profonds changements qui se produisent sur le plan de l'équilibre des puissances annoncent l'arrivée d'un monde post-hégémonique multipolaire. Cela implique qu'il n'y aura plus nécessairement pour le Canada de chevauchements parfaits entre ses principes politiques, ses intérêts internationaux et un groupe confortable de puissances alliées avec lesquelles travailler. Le monde se transforme et le Canada doit s'adapter. Dans ce contexte, le Canada doit réfléchir à l'élaboration d'une politique extérieure modulaire en vertu de laquelle il pourra ajuster son positionnement selon les enjeux de gouvernance.

En ce qui concerne les relations Canada-Chine, nous sommes dans une période difficile et la multiplication des antagonismes dans les relations sino-américaines complique davantage les choses. Il s'agit pour le Canada de définir clairement ses intérêts et de développer une vision stratégique qui établirait une approche différenciée selon les enjeux. Ceci permettrait au Canada de travailler avec différents partenaires sur les questions qui posent un problème avec la Chine, ainsi que d'identifier certains secteurs de coopération envers lesquels le Canada pourrait mener une politique étrangère plus indépendante vis-à-vis du bras de fer qu'ont engagé les États-Unis avec la Chine. Un autre élément important au développement d'une politique adaptée au contexte actuel envers la Chine est d'encourager un environnement de dialogue nuancé avec le public canadien. Un sondage effectué à l'automne 2019 indiquait que 68% des Canadiens pensent que le Canada peut maintenir de bonnes relations avec à la fois les États-Unis et la Chine, dénotant une ouverture dans l'opinion publique à l'égard d'une politique étrangère canadienne nuancée.

Cela n'implique pas de nier les différences fondamentales qui existent entre le Canada et la Chine. En effet, des réponses politiques distinctes et prévisibles à l'égard de différents types de comportements chinois contraires à nos intérêts peuvent être développées. Il y a d'abord une catégorie d'enjeux qui doivent être retirés de notre agenda, parce qu'il y a une tendance à se prononcer sur des questions qui appartiennent aux Chinois et qui ne relèvent pas de notre politique étrangère. Cela étant dit, il y a ensuite une autre catégorie d'enjeux où les comportements chinois sont inacceptables et ont un impact direct sur les intérêts canadiens (interférence domestique, espionnage commercial, cas consulaires). Ici, il y a lieu d'être plus fermes que nous l'avons été. Ces enjeux exigent un durcissement de la part d'Ottawa pour assurer l'intégrité de nos

institutions démocratiques. Troisièmement, il y a une catégorie d'enjeux qui requièrent une collaboration continue avec la Chine, que ce soit des enjeux macroéconomiques ou portant sur les changements climatiques. Le géant chinois est beaucoup trop important pour être ignoré. Enfin, il y a une catégorie d'enjeux qui vont au-delà des relations bilatérales, par exemple lorsque le comportement chinois se qualifie de "violation flagrante des droits de la personne," ou tombe dans la catégorie des transferts forcés de technologie, implique des acteurs de plusieurs pays, ou le respect de traités internationaux, comme la convention de Vienne. Ici, le Canada devrait travailler davantage avec des partenaires internationaux et par le truchement de forums multilatéraux. Pour recadrer adéquatement l'approche du Canada envers la Chine, la condition sine qua non est d'approfondir les compétences des Canadiens et des Québécois sur ce pays.

Commentaires

Les résistances en Asie du Sud-Est

Les nouvelles routes de la soie ont des répercussions qui alertent les pays bénéficiaires. Par exemple, la question de l'endettement influence considérablement la décision des États de ne pas accepter la mise en œuvre des projets sur leur territoire. C'est le cas du Vietnam, où le poids de l'endettement est trop lourd pour permettre le développement des projets.

L'Europe et les nouvelles routes de la soie

Les nouvelles routes de la soie frappent aux portes de l'Union européenne. Les flux d'investissements directs (IDE) chinois divisent l'Europe en deux selon un

axe Est-Ouest. D'un côté, les pays de l'Ouest se sont montrés réfractaires à une ouverture dérégulée aux investissements chinois. De l'autre, les pays de l'Est séduisent les investisseurs chinois étant donné que les capitaux servent principalement à financer des projets d'infrastructures que Bruxelles ne soutient pas. À l'heure actuelle, l'impact des IDE chinois dans l'UE est plutôt minime.

La Chine et l'ordre mondial

Une chose est certaine, la Chine ne cherche pas à « remplacer » les États-Unis dans le rôle de puissance mondiale dominante. Cependant, elle veut jouer un rôle beaucoup plus important et prendre un plus grand nombre de responsabilités. Elle est par exemple un contributeur important aux missions de maintien de la paix. Sans adopter une posture impérialiste, la Chine souhaite monter en puissance pour transformer l'ordre mondial en un ordre multipolaire. Cette stratégie ne nie pas son ambition de devenir la première puissance économique tout en partageant le pouvoir sur l'échiquier politique.

Deuxième panel : Guerre commerciale et stratégies d'investissements en Chine et dans la région

Président de séance : Adrien Savolle

Le panel aborde la Chine d'une perspective économique, en mettant l'accent sur la guerre commerciale sino-américaine et les opportunités et les défis qu'elle génère pour les entreprises chinoises.

Le Canada : coincé entre deux rochers géants

Par Ari Van Assche

Depuis quelques années, les relations Canada-Chine semblent s'être envenimées. À l'heure actuelle, les relations économiques entre le Canada et la Chine continuent d'être mises au défi comme le témoigne la diminution des exportations canadiennes vers la Chine, la réduction du stock d'IDE chinois au Canada et l'échec d'un accord de libre-échange entre les deux pays. Trois facteurs sont à l'origine de ces tensions : (i) la guerre commerciale sino-américaine; (ii) le rôle changeant de la Chine dans l'ordre mondial; (iii) l'assertivité croissante de la Chine.

D'abord, Donald Trump sanctionne la Chine qu'il accuse de pratiques commerciales déloyales et de pillage technologique, ses plaintes étant rejointes par l'Union européenne. La volonté de « rééquilibrer » les relations économiques avec le géant chinois n'est donc pas particulière aux Américains. Cependant, seul Donald Trump a pris d'assaut l'architecture institutionnelle internationale et lancé une guerre commerciale bilatérale pour faire pression sur

Pékin et servir ses intérêts. Dès son déclenchement en 2018, les tactiques utilisées ont conduit à une escalade tarifaire dont le consommateur américain a, au final, très peu souffert — ce qui est moins sûr du côté de la population chinoise. Donald Trump met à rude épreuve les exportateurs qui délocalisent leur production pour échapper aux contrecoups de la guerre commerciale. La tendance n'est cependant pas nouvelle. Confrontée à l'augmentation du coût de la main-d'œuvre locale, l'industrie s'efforçait déjà de délocaliser une partie de sa production. Mais, pour certaines entreprises, il demeure coûteux d'ajuster leurs chaînes d'approvisionnement. Les relations de confiance – encouragées par le développement d'une production de qualité – établies avec les entrepreneurs chinois sont difficiles à rompre après plusieurs années.

En effet, la Chine a inexorablement monté dans la chaîne de valeur industrielle mondiale, passant d'une phase de croissance à haute vitesse, avec des activités à forte intensité de main d'œuvre, à une phase de développement de qualité, avec un secteur industriel développant un certain nombre de grappes industrielles clés dédiées à la production de moyenne et haute technologie. Cela implique en outre un nouveau rôle de sous-traitants pour les entrepreneurs chinois, qui ne sont plus que de simples fournisseurs. Les entreprises chinoises conçoivent désormais une plus grande proportion des produits, ce qui implique plus de complexité et de partage de tâches (financement, achats des composantes, contrôle de qualité, etc.). Ainsi, les entreprises chinoises entretiennent des partenariats stratégiques à long terme – fondés sur la confiance mutuelle et la fabrication de qualité – qui font désormais partie intégrante de l'organisation des entreprises implantées en Chine. C'est pourquoi il devient de plus en plus difficile pour celles-ci de changer rapidement leur fusil d'épaule. Dans ce contexte, la marge de manœuvre des Canadiens est

restreinte, alors que les alternatives en termes d'affaires se font moindres. Qui plus est, si la Chine évite à tout prix la confrontation directe avec les États-Unis, elle n'hésitera pas à mettre les petites et moyennes puissances au pied du mur, le Canada se retrouvant ainsi entre le marteau et l'enclume.

La stratégie d'investissement en Chine à l'heure de la « nouvelle normalité économique »

Par Zhan Su

Le taux de croissance de la Chine est au plus bas depuis 12 ans. Son endettement pèse de plus en plus lourd. Parallèlement, la Chine est confrontée au gonflement d'une bulle immobilière encouragée par cet endettement considérable dans le secteur privé. Ainsi, après des mois d'attaques et de représailles à coups de hausses des tarifs douaniers, peut-on être optimiste face à la situation en Chine?

Du côté des IDE en Chine, ils restent stables, la Chine étant le deuxième bénéficiaire mondial d'IDE en 2019. L'importance du marché de consommation et l'amélioration de l'environnement d'affaires en Chine jouent un rôle important dans l'attrait des investissements. Le pays veut favoriser les investissements étrangers tout en se dirigeant vers une croissance économique durable et plus mature que celle du début des années 2000. Une Chine « normalisée » voudrait-elle devenir une grande puissance? Une chose est certaine, elle n'a actuellement pas la capacité de « remplacer » les États-Unis dans le rôle de puissance mondiale dominante. La Chine entend être davantage que « l'usine du monde » et s'engager activement dans les affaires internationales. Elle veut donc s'affirmer dans l'ordre mondial : devenir un acteur à part entière du système

international. Face aux pressions américaines, Pékin est décidé à faire des concessions, notamment sur le plan de l'ouverture du marché intérieur et de la protection des technologies de pointe, sans vouloir toutefois être complètement menottée dans la réalisation du « rêve chinois ». Des risques liés aux conflits entre les deux pays invitent donc les investisseurs à être plus vigilants.

Commentaires

La délocalisation aux États-Unis

La guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis pénalise les entreprises présentes en Chine, au point que certaines d'entre elles délocalisent, mais pas aux États-Unis. Elles déménagent leurs sites de production, de préférence au Mexique ou en Asie du Sud-Est.

Les politiques agricoles chinoises

En 1978, les systèmes de communes ont été démantelés. Ces mesures ont fait des ménages agricoles les premiers bénéficiaires de leurs efforts. En effet, à partir de Deng Xiaoping, les paysans sont devenus libres dans la gestion et la vente de leurs produits sur le marché. Or, les réformes économiques d'inspiration libérale ont concentré leurs efforts dans les grands centres urbains. Les zones rurales ont donc été jetées dans l'ombre. Aujourd'hui, des problèmes persistent, comme le fait que nombre de terres cultivables appartiennent à ces agriculteurs, ce qui rend plus complexe l'élaboration de grandes politiques agricoles. Néanmoins, la sécurité alimentaire reste une préoccupation croissante pour la Chine.

Le capitalisme asiatique

Le capitalisme d'État chinois trouve sa source dans le modèle japonais de développement. À la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'industrie japonaise et le gouvernement ont collaboré dans l'élaboration d'un plan sophistiqué comprenant une main-d'œuvre hautement qualifiée et productive, des relations étroites entre le monde des affaires et l'État, et une stratégie nationale d'industrialisation à consonance protectionniste. Malgré une petite taille et le manque de ressources naturelles, l'État japonais a introduit en masse des techniques complexes de production, ce qui a rendu possible le progrès technologique, grandement soutenu par des investissements américains. On était donc loin d'un État minimaliste.

Troisième panel : Politiques internes et débats idéologiques en cours

Présidente de séance : Anne-Sophie Pratte

Le troisième panel se dirige vers Pékin, l'épicentre politique de la Chine, et se pose les questions suivantes : « comment est distribué le pouvoir? » et « quels sont les débats au sein du PCC et au sein des élites intellectuelles? »

Les tensions internes aux Parti communiste chinois

Par Alex Payette

Dès son ascension au pouvoir en mars 2013, Xi Jinping entame une campagne anticorruption. Bien que de telles campagnes ont été dans le passé des façades pour évincer des rivaux du Parti, la campagne de Xi Jinping ratisse large et cible pour la première fois les grands tigres du régime des années 1990. La corruption étant considérée comme un grand fléau menaçant la légitimité politique du PCC, la lutte contre celle-ci devient rapidement un outil de légitimation à long terme de la nouvelle administration. Or, elle a aussi des conséquences importantes sur la « pseudo-stabilité » de l'architecture institutionnelle du pays.

D'abord, les autorités locales, submergées par la corruption, se retrouvent déstabilisées à la suite des grandes rafles parmi les représentants locaux. De même, l'émergence d'une nouvelle culture politique transparente décourage l'engagement au sein du parti. À ce sujet, l'abolition des avantages joue pour beaucoup. De plus, la désorganisation du système bancaire chinois, très corrompu, devient susceptible de grever le financement de certains réseaux favorisés par les gens qui ont lancé ce système. Après tout, Xi Jinping récolte-t-il

tous les fruits de sa campagne? Contrôle-t-il désormais tous les rouages du pouvoir?

À certains égards, la lutte anticorruption semble se retourner contre le régime. Plus les cas sont dénoncés, plus certains dans la préfecture, soucieux des effets pervers de la lutte anticorruption, cherchent à nuire à celui qui désire redorer son blason. Certaines décisions, concernant notamment la situation tumultueuse à Hong Kong, ont pour effet de contester le leadership de Xi Jinping et son succès. Les luttes interministérielles pèsent beaucoup dans l'émergence de ces tendances. Il en va de même pour la guerre commerciale, qui met à rude épreuve l'attitude cavalière de son administration. Malgré le combat mené par Xi Jinping, certaines choses refusent de changer et le régime voit à la réalisation de certaines promesses, ce qui permet de hisser au rang de décideur plusieurs membres qui jouaient leur jeu avec patience. Et la liste des promesses semble loin d'être terminée, ce qui laisse l'appareil gouvernemental avec une charge supplémentaire. Enfin, la plupart des cadres parachutés dans le système sont en fin de carrière, soulevant la question du vieillissement du régime et de son impact sur la pérennité de l'influence de Xi Jinping.

La vie intellectuelle chinoise sous Xi Jinping

Par David Ownby

La période précédant l'ascension de Xi Jinping au pouvoir a vu l'émergence d'une vie intellectuelle riche et variée. Un pluralisme de fait qui trouble le leader actuel, qui souhaite imposer une nouvelle orthodoxie en Chine. Mais la naissance de la liberté de presse au pays remonte aussi loin que la mort de Mao.

La période des réformes ouvre la voie à des cercles d'intellectuels qui s'interrogent sur la démocratisation de la Chine. L'engouement pour un possible avenir démocratique prend fin avec les événements de la place Tiananmen et la chute du grand-frère, l'U.R.S.S., qui soulève la crainte d'une rupture du régime chinois. Or, l'ouverture progressive de la Chine vers l'extérieur continue de stimuler l'éveil intellectuel, stimulé entre autres par le développement d'Internet. Parallèlement, l'État investit massivement dans l'éducation, ce qui pousse la recherche et le développement.

Dans ce contexte, les cercles intellectuels chinois forment trois groupes : (i) les libéraux, qui continuent à croire en un avenir démocratique; (ii) la nouvelle gauche, troublée par les effets pervers de la montée du capitalisme, et recyclant les idées de la nouvelle gauche européenne; (iii) les néo-confucéens, qui prônent un retour aux racines spirituelles et défendent le caractère unique de la civilisation chinoise.

La croissance économique insolente qui marque le début des années 2000 donne le coup d'envoi aux cercles d'intellectuels qui cherchent à redéfinir la place de la Chine au sein de la hiérarchie mondiale. Dans ce contexte, on assiste à une prolifération de la littérature scientifique, qui est diversifiée. Mais la scène intellectuelle est dominée par des groupes issus de la Nouvelle Gauche qui embrasse progressivement le pouvoir, renouant avec les passions nationalistes. En même temps, les néo-confucéens revendiquent un retour au confucianisme et critiquent le PCC, qu'il voit comme une invention occidentale. En revanche, les penseurs libéraux, qui évoluent dans la marge, soutiennent une vision libérale adaptée aux spécificités chinoises. Ce débat est rendu public.

Ainsi, l'émergence de ce pluralisme intellectuel est vue d'un mauvais œil par le régime, qui tente lui aussi de populariser ses idées, comme l'illustre la campagne « China Dream ». La répression est alors organisée et plusieurs se rangent du côté de Xi Jinping. Le débat intellectuel se retrouve une fois de plus gelé et de plus en plus biaisé. Plusieurs intellectuels qui ont changé leur fusil d'épaule contribuent à renforcer le discours politique de l'État. De même, la Chine renforce la censure de l'Internet, traquant de nombreux sites qu'on croyait impossibles à bloquer, dont Google et Facebook.

Commentaires

La campagne anticorruption de Xi Jinping

La Chine est entachée par des niveaux de corruption sans précédent qui ont sapé la légitimité du PCC. Ainsi, les efforts de Xi Jinping ont été un moyen de se gagner le soutien populaire. Or, il reste encore beaucoup à faire pour établir l'État de droit. Par exemple, des figures qui sont des points névralgiques du système ont réussi, à cause de la réglementation laxiste, à créer des ramifications dans l'entièreté du système bancaire, de sorte que les neutraliser créerait une onde de choc extrêmement violente. La complexité administrative permet encore à des officiels de s'appuyer sur leur pouvoir pour encaisser des rentes. Ainsi, si Xi Jinping a réussi à faire tomber ses opposants politiques et des officiels corrompus, il n'a pas réussi à instaurer des mécanismes transparents, surtout aux niveaux hiérarchiques les plus bas. Cela s'explique notamment par la multiplicité des paliers de structure gouvernant le Parti et qui entrave sa coordination.

L'information

Les analyses se basent sur des données, des statistiques, des archives publiques, des références et des informations fournies par des témoins. Or, la censure en Chine demeure un obstacle à la récolte de ces types d'informations.

Conférence de clôture

Présentation : Magdalena Dembinska

La conférence de clôture porte sur le totalitarisme à saveur technologique que Pékin est décidée à mettre en œuvre. Jean-Philippe Béja est politologue et sinologue de renom. Il est directeur de recherche émérite au CNRS et au CERI de Sciences-Po Paris. Il est spécialiste des mouvements pro-démocratie du XXe siècle et membre du comité de rédaction du *Journal of Contemporary China*. Ses recherches portent sur la mémoire et l'écriture de l'histoire en Chine, sur les mouvements pour la démocratie et sur l'émergence du mouvement des droits civiques et de la vie politique à Hong Kong.

La Chine de Xi Jinping ou le fascisme high-tech

Par Jean-Philippe Béja

Le mouvement d'ouverture qui a suivi la Révolution culturelle a été clôturé par la répression du mouvement pour la démocratie à la place Tian'anmen en 1989. Les demandes de réformes politiques et démocratiques sont alors éclipsées. Vue de l'extérieur, la décennie de Hu Jintao apparaît comme celle du développement de l'économie marchande et de la prospérité économique. Cette image culmine en 2008 lorsque la Chine non seulement évite le désastre financier qui frappe le monde capitaliste, mais relance l'économie mondiale grâce à de robustes réformes fiscales et économiques.

Pourtant, vu de l'intérieur, l'appareil gouvernemental est fragmenté, déchiré par les luttes entre groupes d'intérêts qui se livrent à une farouche compétition pour exercer davantage d'influence au sein du Parti. Ces luttes internes se traduisent

par un relâchement du contrôle sur la société. On assiste ainsi à l'émergence d'une forme de société civile et de vie militante. Elles profitent entre autres de l'adoption d'un amendement à la constitution chinoise qui reconnaît le concept de droits de l'homme pour défendre les droits des citoyens contre les abus de pouvoir des cadres. Ainsi, des voies de résistance se forment à l'intérieur même du système. Le développement de l'Internet permet à des mouvements de citoyens de se constituer à l'abri des regards du Parti. Par exemple, des ONG de défense des travailleurs voient le jour notamment dans les régions de grande activité industrielle, comme le Guangdong. Dans un contexte de développement économique accéléré et d'intention affirmée par l'État chinois de respecter l'État de droit, naît une volonté plus affirmée des travailleurs de faire respecter leurs droits.

En effet, la multiplication des grèves ouvrières en 2010 révèle les tensions dans le marché du travail et les plus grandes attentes des travailleurs vis-à-vis du système. Le Parti encourage les ouvriers à lancer des procès individuels pour faire valoir leurs droits tout en cherchant à empêcher les actions collectives afin de limiter les atteintes à l'ordre public. Mais, afin d'éviter que les conflits du travail ne mettent en cause la stabilité, certains dirigeants du Parti, comme le secrétaire du Guangdong, Wang Yang, autorisent les ONG à représenter les ouvriers dans les négociations collectives avec les patrons. D'autres, tels Bo Xilai à Chongqing, pratiquent une politique populiste avec un parti tout-puissant.

Lorsqu'il arrive au pouvoir, Xi Jinping hérite d'une Chine en pleine mutation, mais aussi d'un parti divisé. Il adopte une attitude populiste, se présentant comme un « homme proche des masses », mais aussi comme un homme fort. Il promeut une image unifiée du Parti réincarné dans sa personne.

Pour éviter l'effondrement du parti, il durcit la lutte contre la corruption. Il recourt pour cela à la Commission centrale de contrôle de la discipline dirigée par Wang Qishan. Dotée de pouvoirs extrêmement étendus, elle fait tomber plusieurs hommes puissants et fait régner la terreur dans l'administration. En même temps, les photos de Xi Jinping apparaissent de plus en plus dans le *Quotidien du Peuple*, organe majeur du Parti. Le pouvoir est de plus en plus centralisé, Xi dirige tout par le biais de commissions qui court-circuitent les départements du Parti, et finit par faire intégrer sa pensée dans la charte du Parti. Le culte de la personnalité, qui avait été condamné au début des années 1980, fait sa réapparition.

Au début de son deuxième mandat, il supprime la division du travail entre l'État et le Parti, de même que la limitation des mandats : des signaux qui annoncent la longévité de son pouvoir et le durcissement du contrôle de l'administration par le Parti. Le leader resserre la vis et limite les activités de la société civile, dont la situation s'était pourtant améliorée au cours des années précédentes. La répression s'abat sur le mouvement de défense des droits civils, sur les leaders des ONG ouvrières. En somme, sur toute la société civile qui avait émergé au cours de la décennie de Hu Jintao.

De surcroît, le Parti renforce la surveillance des masses grâce au développement des technologies de données. En outre, on met en place un système de « crédit social », un système national visant à évaluer le « crédit » des citoyens en fonction de leur solvabilité, mais aussi de leur conformisme politique. La reconnaissance faciale facilite la mise en œuvre de ces mesures. On voit poindre une forme de néo-totalitarisme qui utilise largement les nouvelles technologies. Par ailleurs, Xi Jinping, affirmant qu'il a pour objectif de réaliser le « rêve

chinois », n'hésite pas à attiser les passions nationalistes, accusant les opposants d'être vendus à l'étranger. Cela passe notamment par la mise en avant d'un dirigeant fort et d'une société unie.

C'est alors qu'on commence à traquer les membres de la minorité ouïgoure accusés systématiquement de terrorisme et de radicalisation. Et pour mettre un terme au « séparatisme », le Parti incarcère plus d'un million de personnes dans des camps de rééducation idéologique présentés comme des centres de formation professionnelle.

On peut donc parler de l'émergence d'un totalitarisme à saveur technologique en Chine. On assiste à l'émergence d'un dirigeant fort qui a la mainmise sur un parti qui engloutit l'appareil étatique. Les références à l'idée d'une culture et d'un peuple chinois unique et uni se multiplient. La grandeur nationale est constamment mise de l'avant. Le contrôle sur les masses s'accroît à l'aide de technologies sophistiquées qui permettent une surveillance étroite et un mécanisme de sanctions effectif. La vie quotidienne est marquée par un contrôle omniprésent exercé par le pouvoir. Nulle part n'échappe-t-on à l'œil de l'État, ce qui explique la « pseudo-stabilité » en Chine. Les organisations contestataires sont traquées. Face à l'essor record de la Chine, la société orwellienne se cache derrière l'image d'une société extrêmement modernisée.

Commentaires

La surveillance par les GAFA

Le « capitalisme de surveillance » est certes inquiétant et peut, à certains égards, être comparé à la surveillance de masse en Chine. Or, de manière plus

importante, alors que le premier type de surveillance est piloté à des fins commerciales, le second l'est à des fins politiques.

La coopération avec le pays du milieu

La coopération de la Chine avec les autres poids lourds de la scène internationale reste indispensable, étant donné son importance dans les affaires mondiales. En même temps, les officiels chinois façonnent eux aussi des discours séduisants pour les puissances occidentales. C'est, par exemple, le cas de la lutte contre le terrorisme et la radicalisation. Or, la coopération avec la Chine devrait inclure une plus grande diversité d'acteurs, à l'image de la vie intellectuelle et politique chinoise. En effet, la population ne présente pas un discours unique comme le fait le Parti. Les rapports diversifiés, y compris avec les voix dissidentes et les minorités du pays, doivent continuer à être encouragés afin d'entretenir un dialogue de société à société.